

Seconde phase du SMSI - PrepCom-1 - Hammamet 24-26 juin 2004

Déclaration de Marc Furrer, Secrétaire d'Etat (Suisse), prononcée à la cérémonie d'ouverture du PrepCom-1, Hammamet le 24 juin 2004

Votre Excellence, Monsieur le Ministre,
Messieurs les Ministres,
Monsieur le Secrétaire général,
Vos Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord je tiens à remercier le Gouvernement tunisien, qui nous a aimablement invités à tenir ce premier PrepCom à Hammamet, pour sa chaleureuse hospitalité, et pour assumer à son tour en tant que pays hôte la responsabilité de l'organisation d'une nouvelle phase du SMSI.

La Suisse apprécie les efforts que déploie la Tunisie pour que la seconde phase du SMSI soit elle aussi un succès. Nous apprécions d'autant plus ses efforts que nous savons nous-mêmes combien d'énergie, et surtout d'énergie politique, il faut investir dans pareille entreprise.

Comme nous vous l'avons dit à plusieurs reprises, la Suisse vous aidera au cours du processus de la seconde phase et partagera avec vous les acquis de la première phase.

Il est bon de se retrouver! Aujourd'hui, pour la première fois depuis la phase qui s'est terminée à Genève en 2003, l'ensemble des parties prenantes au SMSI se réunissent de nouveau officiellement: tous ceux qui ont argumenté et défendu leur position, comme cela se produit dans toutes les familles, sont réunis aujourd'hui ici à Hammamet. Mais ceux qui ont débattu et discuté âprement à Genève sont également ceux qui ont fini par trouver un terrain d'entente et arrêté des mesures sous la forme d'une déclaration politique et d'un plan d'action.

Tous ceux qui sont réunis ici à Tunis sont ceux qui étaient et sont toujours convaincus que le SMSI offre au monde une occasion exceptionnelle de créer une société de l'information ouverte à tous, sans exclusion.

C'est pourquoi, d'une certaine façon, je me suis senti en pays de connaissance hier dans l'avion spécial qui nous amenait de Genève à Tunis: tous les passagers étaient là pour le SMSI. Et, c'est tout juste si j'ai plaisanté quand j'ai proposé à notre futur président du PrepCom, l'Ambassadeur Yanis Karklins, de prendre place à côté du pilote et, au moyen du microphone de bord, de nous dire que faire et où aller.

Dans ce même ordre d'idée, je vous proposerais de poursuivre les négociations ainsi: nous pourrions installer toutes les parties prenantes au SMSI à bord d'un avion ou d'un bateau pour discuter et négocier. Nous ne serions autorisés à quitter l'avion ou le bateau qu'après avoir trouvé un accord sur toutes les questions qui nous occupent. Ce serait une sorte de "conclave" moderne.

Mais revenons aux choses sérieuses: nous avons besoin d'un leadership clair et énergique pour la seconde phase du SMSI. Nous pensons que le président du PrepCom, le pays hôte, à savoir la Tunisie, et l'UIT, qui est l'organisation internationale compétente en la matière, doivent prendre la tête de ce processus.

En arrêtant une Déclaration de principes et un Plan d'action à Genève en 2003, nous avons donné le coup d'envoi de nos travaux futurs et je tiens une nouvelle fois à remercier tous ceux d'entre vous qui ont activement collaboré au processus et permis ce succès.

Toutefois, en 2003 à Genève, nous n'avons fait que le premier pas sur la voie de la réalisation de notre objectif qui est de créer une société de l'information ouverte à tous, sans exclusion. Il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à créer une société non seulement de l'information, mais aussi du savoir. Tunis constitue la deuxième étape sur ce chemin.

Avant la fin de l'année 2003, je me demandais sans cesse quand nous pourrions parler de réussite à propos du Sommet et quand nous devrions admettre notre échec. Il nous faut aujourd'hui nous reposer la même question: quand pourrions-nous dire que Tunis 2005 - et donc le SMSI dans son ensemble - est une réussite ou quand pourrions-nous le qualifier d'échec?

J'en suis convaincu, nous pourrions dire du Sommet organisé à Tunis en 2005 qu'il aura été un succès lorsque nous aurons progressé dans tous les domaines de la société de l'information qui nous concernent et lorsque nous aurons obtenu la participation de tous à ce processus. Le succès sera là lorsque nous pourrions faire la preuve devant le monde entier que les mesures concrètes et les solutions que nous aurons adoptées permettront d'améliorer la vie quotidienne de tous.

Je sais qu'il s'agit là d'un objectif ambitieux. Mais il nous faut être ambitieux si nous voulons réellement passer à la vitesse supérieure.

Ainsi, à sa phase de 2005, le Sommet doit passer "des grands principes aux actes" pour devenir un "Sommet des solutions". La seconde phase doit être axée sur la mise en oeuvre des principes et des mesures concrètes déjà arrêtés et doit déboucher sur des modalités pratiques d'utilisation des TIC pour améliorer en tout point la vie quotidienne des habitants de la planète. Le SMSI-2005 doit contribuer à favoriser la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, entre autres, et doit également nous aider à édifier une société de l'information globale, inclusive et équitable.

Les points qui ont fait l'objet d'un accord à Genève ne doivent pas être rouverts à la négociation. Evidemment, le Plan d'action peut être amélioré et complété.

Les négociations à Genève avaient achoppé sur trois thèmes, à savoir la gouvernance de l'Internet, les mécanismes de financement et le problème des médias. Il ne faut cependant pas oublier tous les autres sujets qui ont fait l'objet de débats et de négociations à Genève.

J'aimerais maintenant dire brièvement quelques mots des trois thèmes que je viens de mentionner:

La gouvernance de l'Internet a été l'un des problèmes les plus délicats que nous avons à résoudre. La question était et est toujours la suivante: quelle devrait être la portée de cette gouvernance et qui devrait en être chargé? Cette question doit être réglée dans le cadre d'un débat ouvert et inclusif auquel doivent activement collaborer toutes les parties prenantes et toutes les régions du monde.

Le financement de la société de l'information est toujours l'un des thèmes les plus importants du SMSI. En effet, un tiers de la population mondiale n'a jamais utilisé un téléphone et plus de la moitié n'a pas de ligne téléphonique. Il s'agit juste là d'un exemple qui montre que nous devons agir et que nous devons investir pour édifier une société de l'information inclusive. Il nous faut réfléchir à de nouveaux mécanismes de financement, mais il nous faut tout d'abord utiliser plus rationnellement et plus efficacement les mécanismes existants. Et, surtout, nous devons aider tous les gouvernements à mettre en place un environnement propice qui incite le secteur privé à investir dans la construction d'infrastructures TIC et dans la fourniture de services. Les fonds publics doivent surtout être utilisés pour amorcer les investissements, pour fournir des garanties contre les risques et pour fournir des services dans les régions où le marché n'est pas, ou pas encore suffisamment développé. Bien sûr, tous ces mécanismes de financement doivent être transparents afin qu'on sache comment les fonds sont utilisés.

Enfin, nous devrions parler non seulement d'infrastructures et de technologies de l'information, mais également de l'information en soi et des multiples façons dont elle peut être échangée. C'est ainsi que les médias, la diversité culturelle et le pluralisme des opinions revêtent une importance cruciale pour l'édification de la société de l'information. On ne peut parler de société de l'information que si chacun peut s'exprimer librement et peut consulter librement des informations. C'est pourquoi le libre accès à tous les médias, et surtout le libre accès à l'Internet, est essentiel.

Naturellement, la notion de société libre et pluraliste comporte certains risques et entraîne des discussions politiques qui ne sont pas toujours aisées en particulier pour les gouvernements. Mais il s'agit là d'une nécessité absolue si nous voulons créer une société de l'information ouverte, inclusive et pacifique. Au cours de la première phase, les thèmes de la diversité culturelle et de la liberté et du pluralisme des médias n'ont été que tardivement inscrits à l'ordre du jour. Nous devons veiller à ne pas répéter cette erreur au cours de la seconde phase et à traiter ces questions importantes dès le début.

Dans le cadre de la préparation de la phase de Tunis du SMSI, nous avons la possibilité de donner en exemple la façon dont nous collaborons avec toutes les parties prenantes, les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile, dans un esprit d'ouverture et dans une optique constructive qui tienne compte des préoccupations de toutes les parties concernées. Certains sujets donneront certes lieu à des débats acharnés, mais ce n'est qu'en favorisant des discussions ouvertes que nous pourrions parvenir à des solutions.

La seconde phase du SMSI ne peut qu'être un succès, pour peu que nous poursuivions et intensifions nos efforts conformément à l'esprit d'ouverture et de coopération que nous avons su instaurer à Genève.

Dans le cadre du SMSI-2005, il nous faudra aussi mettre sur pied une série d'"événements liés au Sommet" afin de le rendre plus attractif, de créer une tribune libre pour l'échange d'idées et d'élaborer des solutions concrètes. Les participants auront ainsi la preuve que la mise en oeuvre de nouvelles solutions TIC dans la vie quotidienne peut conduire à une société meilleure.

Permettez-moi, en conclusion, d'exprimer une fois encore l'espoir que le SMSI-2005, dans sa phase de Tunis, soit un "Sommet des solutions".

Je vous remercie de votre attention.
